



**Appui à la gestion des ressources en eau et du Nexus Eau-
Energie-Agriculture dans le Bassin du Fleuve Sénégal
(ENV/2017/383-744)**

**Lignes directrices
à l'intention des demandeurs de subventions pour la
réalisation d'actions communautaires**

Ligne budgétaire : 21020701 du Budget General de
l'Union Européenne

Référence : AP N° 01/2020/WEFE-SENEGAL

Date limite de soumission de la demande complète :

31 Janvier 2021



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne



PROJET WEFE-SENEGAL

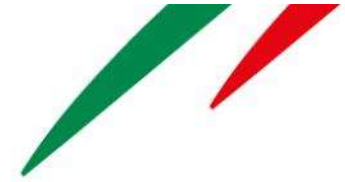
La Commission Européenne et l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS) cofinancent le projet « **Appui à la gestion des ressources en eau et du nexus eau- énergie -agriculture dans le bassin du fleuve Sénégal (WEFE-Sénégal)** », mis en œuvre par le **Centre Commun de Recherche de la Commission Européenne (CCR)** et AICS.

Le projet WEFE-Sénégal, **commencé le 01.08.2017 et prévu jusqu'au 31.09.2021**, vise d'abord à identifier les questions clés liées à la dégradation environnementale et à la gestion des ressources en eau dans le bassin ; ensuite des mesures de mitigation et d'adaptation appropriées seront identifiées, testées et mises en place sur la base d'un dialogue "**Nexus Eau-Énergie-Agriculture**" mené à l'échelle locale. L'établissement d'une base solide d'information scientifique sur le bassin du fleuve Sénégal est, dans le domaine de l'eau comme dans d'autres secteurs, le fondement indispensable à un dialogue efficace entre les parties prenantes.



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne





Objectif général du présent appel à propositions

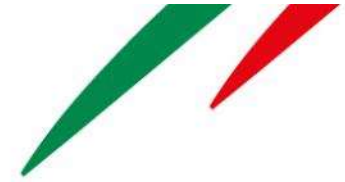
Identifier et mettre en œuvre des projets communautaires dans les zones prioritaires du programme, le Fouta-Djalon en Guinée et le Haut Bassin Malien au Mali.



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne



AGENZIA ITALIANA
PER LA COOPERAZIONE
ALLO SVILUPPO



Objectifs spécifiques du présent appel à propositions

- Renforcer les compétences au niveau local pour une gestion durable des ressources naturelles ;
- Améliorer la protection des ressources en eau, des sols et de l'environnement dans les zones d'intervention.



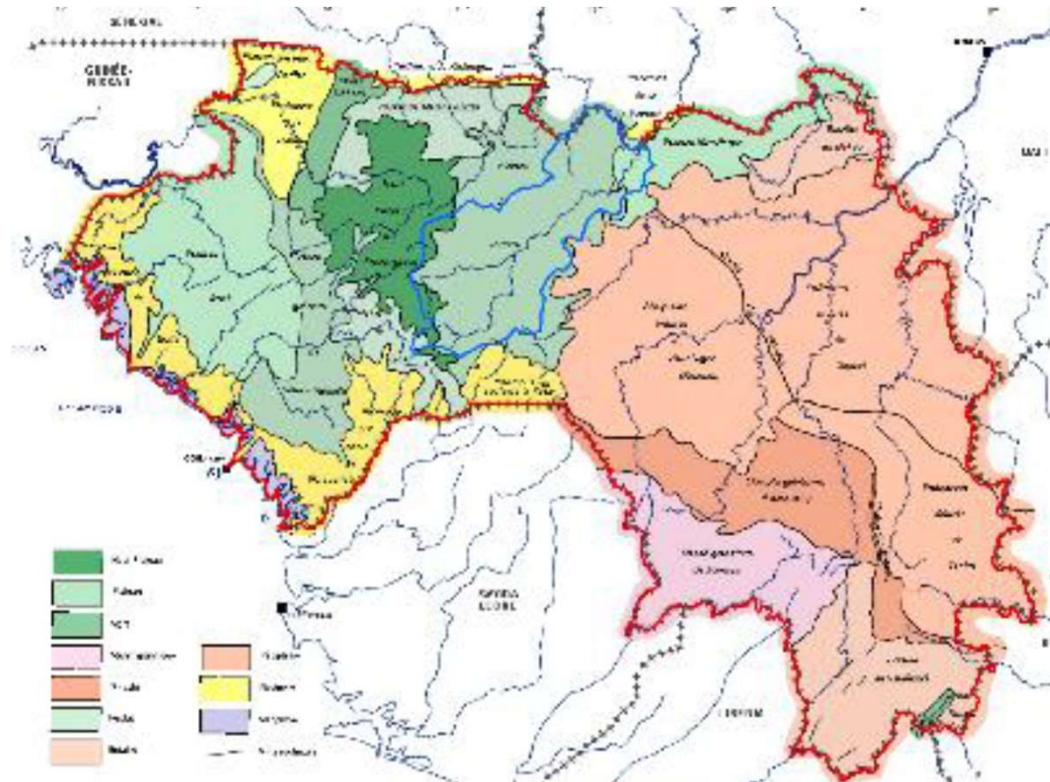
Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne



AGENZIA ITALIANA
PER LA COOPERAZIONE
ALLO SVILUPPO

Le présent appel à propositions a pour priorités :
Fouta Djalon (Guinée), Région de Mamou, Commune rurale de Tolo

:



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne





Fouta Djalon (Guinée), Région de Mamou, Commune rurale de Tolo :

- Promotion d'une gestion durable des ressources naturelles et de l'éducation à l'environnement et à l'utilisation de source d'énergie alternatives et durables ;
- Élaboration et promotion d'un plan pour la gestion et l'utilisation des bioénergies au niveau régional ;
- Mise en place d'une organisation communautaire de gestion et maintenance des périmètres irrigués et appui à la gestion collective des ouvrages d'irrigation ;
- Développement de solutions durables pour l'agriculture.



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne



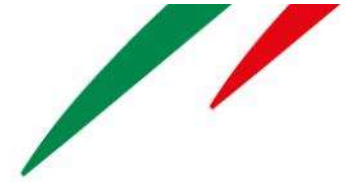
Haut Bassin Malien, Région de Kayes, Cercle de Bafoulabé, communes rurales de Bafoulabé, Oualia et Mahina:



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne



AGENZIA ITALIANA
PER LA COOPERAZIONE
ALLO SVILUPPO



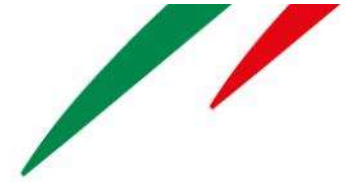
Haut Bassin Malien, Région de Kayes, Cercle de Bafoulabé, communes rurales de Bafoulabé, Oualia et Mahina:

- Élaboration et promotion d'un plan pour la gestion et l'utilisation des bioénergies au niveau régional ;
- Mise en oeuvre du cadre local de concertation et d'action pour la gestion durable des ressources naturelles ;
- Soutien aux organisations villageoises.



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne





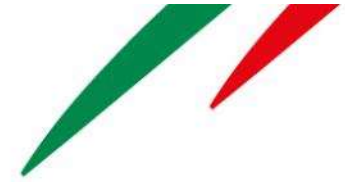
Durée

La durée initiale prévue d'une action **ne peut pas excéder 5 mois.**



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne





Types d'activité

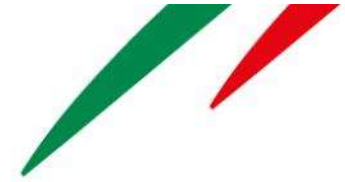
Nous rappelons que l'ensemble des activités prévues et mentionnées dans l'appel à propositions devront être incluses dans la/les propositions de projet.



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne



AGENZIA ITALIANA
PER LA COOPERAZIONE
ALLO SVILUPPO



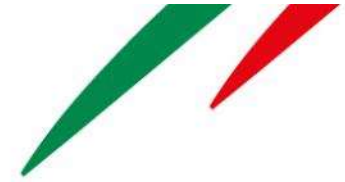
Nous rappelons que les activités proposées, ainsi que leur modalité de mise en œuvre, devront être planifiées par les demandeurs en considérant le contexte sécuritaire dans les deux pays.

Toutefois, le **pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'évaluer préalablement**, sur la base des indications fournies par les autorités compétentes, **les conditions de sécurité dans les zones couvertes par l'action** et, le cas échéant, de prendre toute les dispositions afin de garantir le respect des prescriptions de sécurité en vigueur.



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne





Montant de subvention

Le montant indicatif global mis à disposition au titre du présent appel à propositions s'élève à **655.000 EUR**. L'administration contractante se réserve le droit de ne pas allouer la totalité des fonds disponibles.

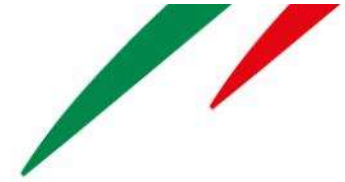
Si l'enveloppe financière prévue pour un lot spécifique ne peut être utilisée faute de propositions reçues en nombre suffisant ou du fait de leur qualité insuffisante, l'administration contractante se réserve le droit de réaffecter les fonds inutilisés à l'autre lot.

Lot	Zone géographique	Montant minimum/ lot en EUR	Montant maximum/ lot en EUR
1	Fouta-Djalon (Guinée)	335.000	350.000
2	Haut Bassin Malien (Mali)	290.000	305.000



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne





Demandeur chef de file

Pour prétendre à une subvention, le demandeur chef de file doit:
être une personne morale **et**

n'avoir aucun but lucratif **et**

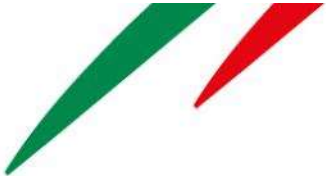
appartenir à l'une des catégories d'organisations de la société civile
(Règlement UE N° 233/2014) **et**

être établi dans un Etat membre de l'Union européenne ou d'un
pays éligible à l'instrument de financement extérieur ICD **et**



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne



- 
- être directement chargé de la préparation et de la gestion de l'action avec le ou les codemandeurs et l'entité ou les entités affiliées, et non agir en tant qu'intermédiaire **et**
 - avoir et démontrer la capacité légale et technique à opérer sur place dans le pays couvert par l'action proposé **ou**
 - agir avec au moins un codemandeur établi dans le pays couvert par l'action proposé.

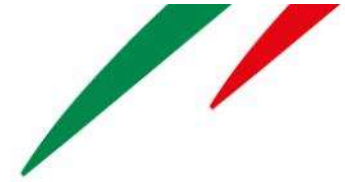
Le lieu d'établissement est déterminé sur la base des statuts de l'organisation, qui doivent montrer que l'organisation a été créée par un acte relevant du droit interne du pays concerné et que son siège social est situé dans un pays éligible. À cet égard, aucune entité juridique dont les statuts ont été établis dans un autre pays ne peut être considérée comme une organisation locale éligible, même si les statuts sont enregistrés localement ou si un «protocole d'accord» a été conclu.



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne



AGENZIA ITALIANA
PER LA COOPERAZIONE
ALLO SVILUPPO



- Si le demandeur chef de file possède la capacité légale et technique à opérer sur place dans le pays couvert par l'action proposé, il peut agir soit individuellement, soit avec un ou plusieurs codemandeurs ;
- Si par contre le demandeur chef de file ne possède pas la capacité légale et technique à opérer sur place dans le pays couvert par l'action proposé, il doit agir avec au moins un codemandeur



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne



Codemandeur(s)

Conformément aux critères d'éligibilité du demandeur chef de file, lorsque le demandeur chef de file ne possède pas la capacité légale et technique à opérer sur place dans le pays couvert par l'action proposé, il doit obligatoirement s'associer avec au moins un codemandeur établi dans le pays couvert par l'action proposé.

Les codemandeurs participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de l'action, et les frais qu'ils supportent sont éligibles au même titre que ceux supportés par le demandeur chef de file.

Les codemandeurs doivent satisfaire aux mêmes critères d'éligibilité que ceux qui s'appliquent au demandeur chef de file lui-même.

Les codemandeurs doivent signer le mandat figurant dans la partie B, section 4, du formulaire de demande de subvention.

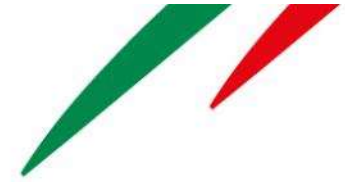
Si le contrat de subvention leur est attribué, les éventuels codemandeurs deviennent bénéficiaires dans le cadre de l'action (avec le coordonnateur).

Les demandeurs figurant sur les listes des personnes, groupes et entités faisant l'objet de mesures restrictives de l'UE (voir section 2.4. du PRAG) au moment de la décision d'attribution ne peuvent se voir octroyer une subvention.



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne





Nombre de demandes et de subventions par demandeur/entité affiliée

- Le demandeur chef de file ne peut pas soumettre plus d'une demande par lot dans le cadre du présent appel à propositions.
- Le demandeur chef de file ne peut pas se voir attribuer plus d'une subvention par lot au titre du présent appel à propositions.
- Le demandeur chef de file ne peut pas être en même temps un codemandeur ou une entité affiliée dans une autre demande concernant le même lot.
- Un codemandeur/une entité affiliée ne peut pas être un codemandeur ou une entité affiliée dans plus d'une demande par lot dans le cadre du présent appel à propositions.
- Un codemandeur/une entité affiliée ne peut se voir attribuer plus d'une subvention par lot au titre du présent appel à propositions.



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne



Où et comment envoyer les demandes ?

Les demandes doivent être **envoyées par courrier électronique** (le demandeur recevra un accusé de réception dans les 72 heures), aux adresses indiquée ci-dessous :

Adresse électronique :

dakar@pec.aics.gov.it

pierluigi.agnelli@aics.gov.it

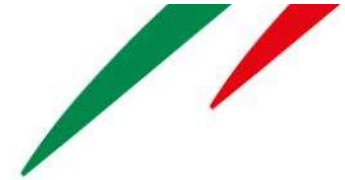
Les demandes envoyées par d'autres moyens ou remises à d'autres adresses seront rejetées. La documentation doit porter le numéro de référence et l'intitulé de l'appel à propositions ainsi que la dénomination complète et l'adresse du demandeur chef de file.



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne



Autres renseignements sur les demandes



Les demandeurs peuvent envoyer leurs **questions** par courrier électronique, **au plus tard 21 jours avant la date limite de soumission des demandes**, à l'adresse ou aux adresses figurant ci-après, en indiquant clairement la référence de l'appel à propositions :

federico.ferrante@aics.gov.it

pierluigi.agnelli@aics.gov.it

L'administration contractante n'est pas tenue de fournir des éclaircissements sur des questions reçues après cette date. Les réponses seront communiquées au plus tard 11 jours avant la date limite de soumission des demandes.



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne



Calendrier indicatif

1. Réunion d'information **25 novembre 2020 à 10h00 (Dakar)**
2. Date limite à laquelle les éventuelles demandes de clarifications doivent être adressées à l'administration contractante **10 janvier 2021 à 16h00 (Dakar)**
3. Date limite à laquelle l'administration contractante doit répondre aux demandes de clarifications **20 janvier 2021**
4. Date limite de soumission des demandes **31 janvier 2021 à 16h00 (Dakar)**
5. Information des demandeurs chefs de file sur l'ouverture, la vérification administrative et l'évaluation de la note succincte de présentation **10 février 2021**
6. Information des demandeurs chefs de file concernant l'évaluation des demandes complètes **20 février 2021**
7. Notification de l'attribution (après vérification de l'éligibilité) **5 mars 2021**
8. Signature du contrat **Mars 2021**



Ce projet est cofinancé
par l'Union Européenne

